Fondation Jean Jaurès

International

LE BRÉSIL EN DYSTOPIE DÉMOCRATIQUE

Jean-Jacques Kourliandsky

13/03/2019

Après la victoire de Jair Bolsonaro à l'élection présidentielle de 2018 au Brésil et les premiers mois de son mandat, les inquiétudes ne cessent de croître sur l'évolution démocratique du Brésil. Revenant sur les circonstances de cette élection, et notamment le climat politico-judiciaire qui a prévalu en amont du scrutin, Jean-Jacques Kourliandsky examine les conséquences économiques, politiques et sociales de l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite revendiquant et mettant en œuvre ses préceptes idéologiques.

Le Brésil est-il encore une démocratie ? La question peut paraître, à première vue, incongrue. Ceux qui se désolent de l'arrivée au pouvoir, le 1er janvier 2019, d'un président au verbe intolérant et réactionnaire ne seraient-ils pas de mauvais perdants ? Le Brésil n'a-t-il pas retrouvé l'esprit des lois, renvoyé les militaires dans les casernes en 1985 ? Les gouvernants du Brésil ne sont-ils pas depuis cette date désignés par l'ensemble des citoyens, au suffrage universel ? La Constitution de 1988 n'est-elle pas l'une des plus démocratiques qui soit ?

Tout cela est vrai. La page de la dictature militaire ouverte en 1964 a bel et bien été fermée en 1985. Le président de la République et les parlementaires élus en 2018 sont issus d'une consultation dont les modalités matérielles n'ont été contestées par personne. La Constitution de 1988, toujours en vigueur, est revendiquée par tous les acteurs de la vie politique, par le chef de l'État actuel, Jair Bolsonaro, ainsi que par les 517 députés siégeant depuis le 1er janvier 2019.

La droite libérale et l'extrême droite seraient donc aux responsabilités de façon tout à fait conforme aux règles démocratiques, celles du Brésil comme celles universellement admises. Ces apparences seraient-elles trompeuses ? On ne peut que s'interroger. Les annonces et l'adoption de mesures à caractère sectaire ou radicalement excluantes faites par le nouveau pouvoir interpellent. Tout autant que la légalité démocratique de l'équipe gouvernementale antérieure, qui était présidée par Michel Temer de 2016 à 2018.

Double réalité signalant une pratique pérennisée de l'exclusion démocratique. Double réalité

révélatrice d'une nouvelle approche, restrictive et intolérante, de la démocratie.

Une démocratie à participation limitée

Cette exclusion ciblée a commencé en 2016. Les élus représentatifs de l'élite économique et financière, au Congrès et au Sénat, ont en effet, au prix d'une interprétation non conforme de la Constitution, validée par un vote majoritaire du Parlement, destitué la présidente Dilma Rousseff élue en 2014, sous les couleurs progressistes et démocratiques du Parti des travailleurs (PT). Les « élites » contestaient la pertinence économique, sociale et fiscale de la politique de la présidente, et l'ont écartée en interprétant de façon opportune et abusive l'article 86 de la Loi fondamentale, prévoyant la destitution du chef de l'État pour « crime contre la Constitution ». Le tout habillé sans doute pour valider « magiquement » une décision inconstitutionnelle d'un vocable anglo-saxon, « impeachment ».

La justice est dès ce moment-là intervenue, prenant des décisions nombreuses, convergentes, et dans des délais exceptionnellement rapides, ciblant pour corruption les responsables du PT, leurs alliés et les entreprises proches de ces formations. Le levier utilisé, dit affaire du *Lava-Jato* – laveries de véhicules –, a mis en évidence des appels d'offres truqués et des versements de pots de vin au bénéfice des partis de la majorité et de personnalités gouvernementales. Les faits étaient pour certains fondés. La vie politique brésilienne depuis 1988 repose sur le présidentialisme de marchandage[1]. Les présidents, faute de majorité – introuvable compte tenu du système électoral –, se livrent à un *mercato* politique, perméable à toutes sortes de manquements à la déontologie. Le PT, arrivé au pouvoir en janvier 2003, a pensé pouvoir à son tour bénéficier de ce mode de gouvernement. Ce qu'il a pu effectivement faire, en période faste, de conjoncture porteuse, jusqu'en 2014. Les élites ont sifflé la fin de partie quand la crise est arrivée. La justice a été mobilisée et a centré, avec l'aide du Parlement, ses mises en examen quasiment sur le seul périmètre lié au PT. Suspectés d'indélicatesses, Aecio Neves (PSDB, Parti de la social-démocratie brésilienne), José Serra (PSDB), Gerardo Alckmin (PSDB), Michel Temer (PMDB, Parti du mouvement démocratique brésilien), pour ne citer que les responsables les plus connus, ont bénéficié de la bienveillance des institutions judiciaires comme parlementaires.

Mais il y a plus préoccupant. L'ancien président Luiz Lula da Silva a été incarcéré pour corruption le 7 avril 2018, à quelques semaines de l'élection présidentielle. Une incarcération qui fait suite à une condamnation le 12 juillet 2017 à plus de douze ans de prison largement médiatiquement diffusée, en l'état, donnant ainsi une sorte de crédibilité à la sentence par consentement médiatique universel. Cette condamnation repose sur la délation d'un cadre salarié d'une entreprise de travaux publics, OAS. La délation permet en droit brésilien des aménagements de peine pour les

condamnés « repentis » et ne peut donc seule constituer un élément de preuve. Pourtant, en dépit d'absence d'éléments matériels corroborant le délateur, le juge a signalé sa conviction intime pour justifier la condamnation. Le scénario s'est répété quelques mois plus tard. La magistrate ayant hérité des dossiers concernant Lula l'a condamné le 6 février 2019 avec le même type de raisonnement – en s'appuyant sur un autre délateur, sans preuves matérielles, et en vertu de sa conviction intime, à douze années de prison supplémentaires. La magistrate, Gabriela Hardt, a expliqué pour justifier la sentence que les délits de corruption « ne sont pas commis de façon publique, laissent peu de traces, et que les preuves [matérielles] sont difficiles à trouver »[2]. Dans l'intervalle, Lula a été interdit de sortie exceptionnelle pour assister aux obsèques de son frère aîné, décédé le 30 janvier 2019. Le code pénitentiaire brésilien donne la possibilité aux personnes incarcérées d'assister aux funérailles de proches décédés ; pourtant, une juge a signalé que Lula étant un personnage « hors du commun », la loi, le concernant, ne pouvait être appliquée. En appel devant le Tribunal suprême, ce droit a finalement été reconnu à Lula, vingt minutes avant les obsèques…

Le traitement budgétaire réservé par les autorités gouvernementales à l'institution judiciaire, dans un tel contexte, interpelle. En fin de mandature du président Michel Temer, en août 2018, les juges ont obtenu une revalorisation de leurs salaires de 16,3%. Cette augmentation surprend, au moment où, pour des raisons d'équilibre budgétaire, les mêmes autorités avaient quelques mois plus tôt gelé les dépenses publiques au niveau de 2017 pour les vingt années suivantes. Par ailleurs, le juge de Curitiba, Sergio Moro, qui a instruit le premier procès et la première condamnation de Lula, a été nommé en janvier 2019 par le président Jair Bolsonaro, qui avait centré sa campagne sur la diabolisation du PT et de son leader historique, Lula, ministre de la Justice…

Parallèlement à cette neutralisation judiciaire et parlementaire du PT, la montée en puissance et la victoire électorale de Jair Bolsonaro se sont accompagnées d'une libération d'interdits démocratiques. Campagnes de haine sur les réseaux sociaux, menaces physiques, destruction de biens se sont multipliées à l'égard des opposants au vainqueur et de leurs soutiens sociaux ou supposés tels. Le 14 mars 2018, la conseillère municipale PSOL de Rio de Janeiro, Marielle Franco – militante féministe, antiraciste et LGTB –, a été assassinée. Un an plus tard, ses assassins courent toujours. Le 24 janvier 2019, le député PSOL (Parti socialisme et liberté), Jean Wyllys, a été contraint de démissionner, menacé de façon répétée et anonyme sur les réseaux sociaux, ainsi que sa mère et sa sœur, photos de leurs domiciles à l'appui. Décision saluée par le président comme un « grand jour », commentaire reflétant une intolérance démocratique militante insolite de la part d'un chef d'un État qui se dit démocratique. On note par ailleurs la montée d'un climat de chasse aux sorcières. Jair Bolosonaro a ainsi contraint un certain nombre d'intellectuels libéraux à s'expatrier, comme Debora Diniz, anthropologue et défenseure de la décriminalisation de

l'avortement, l'écrivain Anderson França ou encore la philosophe Marcia Tiburi.

On note en revanche la colonisation de l'État par des groupes pratiquant une endogamie politique éloignée de la culture de dialogue et de compromis inhérente à tout système démocratique. Jair Bolsonaro a fait entrer sa famille dans l'appareil d'État. Ce népotisme, qui est une nouveauté au Brésil, concerne les trois fils du président, Carlos, Flavio et Eduardo. Le gouvernement nommé en janvier 2019 a incorporé des personnalités adhérentes à des courants de pensée radicale et intolérante. Les ministres des Relations extérieures, Ernesto Araujo, de l'Éducation, Ricardo Vélez, et de la Famille, Damares Alves, se sont signalés par des déclarations qui prétendent libérer la fonction publique du « marxisme culturel » et prônent « une école » dite « sans parti ». Ernesto Araujo a ainsi annoncé une épuration de son ministère. Ricardo Velez a indiqué que l'université « devait être réservée à une élite intellectuelle »[3].

Enfin, par touches successives, on assiste à une sorte de « bordaberrisation »[4] du gouvernement, c'est-à- dire à une extension progressive du champ de responsabilité des militaires dans la gestion du pays. Le 3 avril 2018, le chef d'état-major de l'armée de terre, Eduardo Villas Boas, avait fait une déclaration insolite adressée aux juges du Tribunal suprême, saisis d'une demande d'*habeas corpus* par les avocats de l'ex-président Lula, leur signalant la nécessité de remplir leur devoir. L'*habeas corpus* avait en effet été refusé par les juges le 4 avril. Le 9 septembre 2018, dans un entretien accordé au quotidien, *O Estado de São Paulo*, cet officier général avait renouvelé des avertissements à caractère ouvertement politique. Le 13 septembre 2018, l'un de ses subordonnés directs, en disponibilité depuis quelques semaines, le général Fernando Azevedo, entrait au Tribunal suprême comme conseiller de son président. Il est depuis le 1er janvier 2019 membre du gouvernement de Jair Bolsonaro comme plusieurs de ses collègues. Sont aujourd'hui ministres d'origine militaire : Fernando Azevedo e Silva à la Défense ; Bento Costa Albuquerque, Mines et énergie ; Tarcisio Gomes, Infrastructures ; Augusto Helena, Sécurité institutionnelle ; Hamilton Mourao, vice-président ; Florian Peixoto, secrétaire général de la présidence ; Maynard Santa Rosa, secrétaire aux Affaires stratégiques ; Alberto Santos Cruz, secrétaire du gouvernement ; Guilherme Theophilo, secrétaire de la Sécurité publique. Avec huit ministres sur vingt-deux, plus un de formation militaire (Tarcisio Gomes), le gouvernement de Jair Bolsonaro est celui qui compte le plus grand nombre d'uniformes depuis le rétablissement de la démocratie[5].

Une doctrine d'exclusion nationale

Cette exclusion démocratique des formations de centre gauche en général – au-delà du seul Parti des travailleurs – vise l'électorat qu'ils représentent, les catégories les plus modestes de la société. L'objectif recherché est donc le même que celui des auteurs des coups d'État militaire de la fin du

siècle dernier. Avec une différence majeure : la feuille de route n'est plus la « doctrine de sécurité nationale »[6] qui supposait un recours à la violence armée, mais une instrumentalisation de la démocratie représentative que l'on pourrait qualifier, pour en signaler la continuité, de « doctrine d'exclusion nationale ».

Les initiatives prises par les gouvernements de Michel Temer (2016-2018) et de Jair Bolsonaro (depuis le 1er janvier 2019) déclinent cet objectif de deux manières.

Un bloc de mesures vise à contrôler la société et, sous couvert de lutte contre l'insécurité, à maîtriser en mobilisant les forces de « l'ordre » les éventuelles contestations sociales. L'armée, dans ce contexte, a pris une place centrale, se substituant aux forces de police par décision du pouvoir fédéral. Elle a été chargée à deux reprises, pendant quelques jours en 2017 à Brasilia et de façon prolongée depuis 2018 dans l'État de Rio de Janeiro, de la gestion de la sécurité. Une loi, la première déposée par le gouvernement Bolsonaro, vise à renforcer la capacité fédérale à gérer ces questions. Parallèlement, et sous forme de compensation à la restriction des libertés citoyennes, le permis de port d'armes a été élargi par décret le 15 janvier 2019. Le principal bénéficiaire de cette mesure a été la société de fabrication de pistolets Taurus dont les actions en bourse ont fortement progressé. Les victimes de cette politique sécuritaire, exclues physiquement de la société civile et politique, sont en majorité des personnes jeunes, pauvres et de race noire. Est également à l'étude, annoncée dans le programme électoral du président élu, la catégorisation des actions menées par les mouvements sans terre et sans toit, l'occupation donc de terres non exploitées et de logements inoccupés comme crimes terroristes.

Les autres décisions prises ou envisagées mettent l'accent sur l'urgence de l'équilibre budgétaire. De 2016 à 2018, le gouvernement de Michel Temer a constitutionnellement, pour réaliser cet objectif, gelé la dépense publique pour vingt ans à son niveau de 2017. Il a par ailleurs mobilisé l'administration fédérale afin d'écrêter le volume des bénéficiaires de mesures sociales. Plus d'un million de personnes ont été ainsi éliminées du programme *Bolsa Familia* (Bourse familiale). La deuxième loi déposée par le ministre de l'Économie de Jair Bolsonaro en 2019 vise à « réformer » les retraites, en introduisant un système de pension par capitalisation et en élevant pour les retraites par répartition les exigences requises en nombre d'années de travail et de cotisation. Les militaires seuls ont été exclus du champ d'application de ce projet de loi !

D'autres mesures ont été annoncées pour les prochains mois, dont celle de libéraliser l'économie a été la priorité des premières semaines. Libéraliser en réduisant les contraintes, qu'elles soient sociales – il n'y a plus de ministère du Travail, ni de ministère de l'Intégration raciale – ou environnementales. C'est une représentante de l'agro-industrie qui a été nommée ministre de

l'Agriculture. De fortes réserves ont été émises sur le maintien du Brésil dans l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique. Par ailleurs, dès le 1er jour de sa prise de fonction, Jair Bolsonaro a mis fin par décret aux activités du Conseil national de sécurité alimentaire, et tout cela en dépit de la catastrophe écologique de Brumadinho du 25 janvier 2019 où, faute d'une administration en situation de pouvoir contrôler les entreprises potentiellement dangereuses, un barrage de déchets minéraux a cédé, provoquant la mort de plusieurs dizaines de personnes et de graves dommages environnementaux. Un vaste programme visant à privatiser un grand nombre d'entreprises publiques a été annoncé. Le périmètre de ces privatisations, qui devraient concerner les infrastructures fédérales, à savoir 10 terminaux portuaires, 12 lignes de chemin de fer, 12 aéroports, 6 gares routières, la société nationale d'électricité (Electrobras), la Monnaie du Brésil, la loterie Lotex et tout ou partie du pétrolier Petrobras, n'est pas encore défini. La cession de l'avionneur privé Embraer, sans doute l'entreprise de pointe la plus importante du pays, à son concurrent Boeing a été confirmée. Petrobras a par ailleurs cédé le 30 janvier 2019 pour 562 millions de dollars au pétrolier nord-américain Chevron une raffinerie achetée 1,18 milliard de dollars[7].

Un deuxième volet de mesures est par ailleurs annoncé afin de procéder à une révision des programmes scolaires. Un groupe de travail a été mis en place. Son objectif est de passer au crible les manuels et les programmes, afin de les « nettoyer » de toute influence de « marxisme culturel » et, de façon plus précise, de donner à l'enseignement un horizon étroitement professionnel, écartant tout sujet sociétal ou citoyen, relevant dans l'esprit de la majorité parlementaire de la compétence de la famille.

L'exclusion démocratique du PT, de la gauche, et la relégation des catégories les plus modestes vont bien au-delà de l'instrumentalisation partisane de la Constitution, mais aussi bien au-delà des projets de loi. On a assisté en effet à la mise en œuvre d'un détournement conscient et raisonné de la démocratie, afin d'en réduire le champ d'application. Les autorités en place depuis 2016 ont posé les fondements de normes démocratiques restrictives permettant de légitimer *a posteriori* la mise à l'écart des formations de gauche et de leurs responsables et de justifier l'adoption de lois destinées à pérenniser l'hégémonie culturelle et politique des forces de droite et d'extrême droite.

L'alternative économique néolibérale inspirée des Écoles de Chicago et d'Autriche et la primeur sociale donnée à l'individualité ont été encouragées matériellement et financièrement de longue date par divers intérêts privés. Au fil des ans, un réseau particulièrement dense de cercles, fondations, et institutions ayant cet objectif s'est constitué. L'Iedi (Institut pour le développement industriel), l'IA (Institut atlantique), le MBE (Mouvement pour un Brésil efficient), Lide (Groupe des leaders d'entreprise), Club des millionnaires, l'IMIL (Institut Millenium), le MBC (Mouvement Brésil

compétitif), l'IL (Institut libéral), l'IEE (Institut d'études des entreprises), le Forum des libertés, l'IMB (Institut Von Mises Brésil) ou encore le MBL (Mouvement Brésil libre), parmi d'autres[8], ont avec le soutien des médias et la FIESP[9], mués en acteurs politiques, diffusé et popularisé[10] des thématiques dévalorisant le PT, associé à corruption, et justifié le coup d'État parlementaire du 17 avril 2016[11], tout en dénonçant les initiatives de la puissance publique, taxées de totalitaires et communistes, tout comme la protection de la diversité écologique et culturelle. Ces laboratoires d'idées, la presse et la FIESP ont validé ces théories en mettant en exergue l'échec de l'étatisme communiste au Venezuela. Ils ont, au fil des ans, construit des stratégies et consolidé des alliances pour construire une candidature présidentielle porteuse de leurs attentes. Paulo Guedes, ministre de l'Économie, est au sein du gouvernement Bolsonaro le représentant de ce courant de pensée ultralibéral.

Ces secteurs ultralibéraux ont été rejoints par l'évangélisme pentecôtiste. Ces églises se sont organisées politiquement pour imposer leur morale en étant présentes au sein des institutions. Elles diffusent une interprétation de la religion chrétienne valorisant le salut personnel, le dialogue direct avec Dieu, couplés à la réussite matérielle. Cette théologie, dite de la « prospérité », est doublement compatible avec la pensée néolibérale. Elle est en effet centrée sur l'individu et la quête du salut par l'argent. Ces confessions prétendent enserrer la morale individuelle dans un corset traditionnaliste strict. Elles condamnent le mariage de personnes de même sexe, l'homosexualité, l'avortement au nom des valeurs familiales. Elles ont en outre certaines caractéristiques qui ont retenu l'attention des néolibéraux. Elles diabolisent les autres religions, en particulier les cultes afro-brésiliens, en s'appuyant sur « le » texte fondateur et sacré, la Bible, ce qui permet par extension de diaboliser les courants politiques socialistes et assimilés, et de créer un oxymore, la haine démocratique[12]. Elles ont par ailleurs profondément pénétré les milieux populaires, en témoignent les études d'analyse du vote publiées à l'issue de l'élection présidentielle de 2018, où 69% des évangélistes, selon l'institut Datafolha, auraient choisi Jair Bolsonaro comme candidat présidentiel[13]. Au sein du gouvernement, ce courant est représenté par le président Jair Bolsonaro et sa ministre de la Femme et de la Famille, la pasteur Damares Alves[14].

Un troisième courant est venu les rejoindre, celui des officiers généraux et des nostalgiques de l'ordre qu'auraient pour leur bien imposé les militaires aux Brésiliens de 1964 à 1985. Ce courant apparu à partir de 2013 était porté par des manifestants ayant investi les contestations de rue contre l'augmentation du prix des transports publics. Il s'est amplifié avec la crise économique de 2014 et le projet de la présidente Dilma Rousseff de créer une commission de la vérité chargée de faire la lumière sur les violations du droit pendant la dictature militaire. Jusqu'au coup d'État parlementaire de 2016, son expression publique a été portée par les officiers retraités du Cercle militaire. Jair Bolsonaro, alors député, ancien capitaine, a justifié son vote de destitution de la

présidente Dilma Rousseff, le 17 avril 2016, en revendiquant l'exemplarité des officiers qui l'avaient torturé.

Le dénominateur commun à ces différents courants a été inventé par un journaliste, philosophe autodidacte ainsi qu'il se définit, Olavo Luiz Pimentel de Carvalho[15]. Il réside à Richmond, aux États-Unis, comme Steve Bannon qui l'a mis en contact avec divers milieux officiels conservateurs aux États-Unis. « Olavo [...] aborde de façon formidable le marxisme culturel qui détruit la politique sud-américaine [...] C'est est un héros [...] global de la droite », a déclaré l'idéologue conservateur nord-américain dans le quotidien *Folha de São Paulo* du 7 février 2019. Olavo de Carvalho est consulté par le président Bolsonaro et ses fils. Il est revendiqué comme inspirateur par deux ministres de l'équipe gouvernementale, les titulaires des Affaires étrangères et de l'Éducation, Ernesto Araujo et Ricardo Vélez Rodriguez. Après avoir fabriqué une alliance des droites extrêmes au Brésil, ce groupe s'efforce aujourd'hui de construire un contre-Forum de São Paulo, un sommet conservateur latino-américain, qui a effectivement tenu une réunion constitutive dans la localité brésilienne de Foz da Iguaçu, le 8 décembre 2018. Coordonnée par Eduardo Bolsonaro et la fondation Indigo, émanation du PSL (Parti social-libéral, le parti présidentiel), elle a réuni des participants brésiliens, chiliens, cubains exilés à Miami, paraguayens, et vénézuéliens. L'ex-président colombien, Alvaro Uribe, y a participé par vidéoconférence.

Dystopie démocratique

L'offensive conquérante des droites et de l'extrême droite brésilienne depuis 2016 est jusqu'ici restée sans réponse. La crise économique, l'usure du pouvoir, la violence de l'offensive judiciaire et religieuse ont tétanisé le PT. Le PSOL (Parti socialisme et liberté), autre formation de gauche soumise à des pressions parallèles, est sur la défensive. Le candidat du PDT (Parti démocratique travailliste) à l'élection présidentielle de 2018, Ciro Gomes, a refusé toute perspective de front démocratique avec le PT, dont il interprète la crise comme une aubaine pour lui-même comme pour sa formation. À la gauche du PT, on priorise les règlements de compte partisans et idéologiques et on met en avant « l'épuisement du lulisme » et « son réformisme faiblard »[16].

Cette aphasie et cette autocritique concurrentielle de l'opposition de gauche et de centre gauche ont paradoxalement fragmenté le camp des droites. Cimenté pendant la campagne électorale par « l'antipétisme », il affronte aujourd'hui le défi d'un pouvoir non contesté par une alternative progressiste durablement hors jeu. Les milieux économiques, par exemple, s'interrogent sur la capacité du capitaine Bolsonaro à présider le pays. La faiblesse de sa prestation orale au forum de Davos le 22 janvier 2019 a été montrée du doigt. Le puissant groupe médiatique Globo a pris une distance critique, tout comme le grand quotidien de Sao Paulo, *A Folha*. L'un et l'autre sont

préoccupés par l'influence croissante d'un réseau médiatique pentecôtiste, Rede Record. Le poids de la famille du président, contesté, a provoqué une grave crise majoritaire, qui s'est soldée par l'entrée d'un huitième général dans l'équipe gouvernementale. Les militaires, en particulier le vice-président, le général Mourão, ont relayé les réserves concernant le déplacement annoncé par Jair Bolsonaro de l'ambassade du Brésil de Tel Aviv à Jérusalem, tout comme l'éventualité de l'installation d'une base militaire des États-Unis dans le nord du pays, près du Venezuela.

Ces désordres sont ceux de « renards libres » de l'extrême droite sociétale et libérale, dans un poulailler démocratique brésilien, abandonné par les défenseurs de la diversité politique, sociale et culturelle. Ces tensions peuvent gagner en intensité et, d'affrontements judiciarisés et autres diverses « journées des dupes », alimenter une rotation aux sommets de l'État. Elles n'ouvrent en elles-mêmes aucune porte de secours à une opposition démocratique qui resterait affaiblie par ses divisions et laissent, de fait, les forces économiques, dans leurs diversités prédatrices concurrentielles, consolider « leur reconquête du pouvoir »[17] en « fabricant du consentement »[[Cf. David Colon, *Propagande, la manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019.]] et « l'utopie d'une refondation »[18] démocratique, réduisant le périmètre de la citoyenneté.

1. Cf. Sergio Abranches, *Presidencialismo de coalizão : Raízes e evolução do modelo*, São Paulo, Companhia das Letras, 2018.
2. *Folha de São Paulo*, 7 février 2019.
3. *Valor Econômico*, 28 janvier 2019.
4. Juan Maria Bordaberry, président d'Uruguay élu en 1972, resté au pouvoir après le coup d'État militaire de 1973, a cédé sa place au général Alberto Demicheli en 1976.
5. Cf. Marcelo Godoy, « Fortes no governo, os generais estão vigilantes ; entenda por que », *Estadão*, 1er janvier 2019.
6. Voir Joseph Comblin, *Le pouvoir militaire en Amérique latine, l'idéologie de la sécurité nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1976.
7. Cf. *O Globo*, 31 janvier 2019.
8. Cf. l'ouvrage exhaustif de Flávio Henrique Calheiros Casimiro, *A nova direita*, São Paulo, Editora Expressão Popular, 2018.
9. Fédération des industries de l'État de São Paulo, principale association patronale du Brésil.
10. En particulier via internet, cf. *O Globo*, 3 février 2019, « O neoconservadorismo ao alcance de um clique ».
11. Cf. Jessé Souza, *A radiografia do Golpe*, Rio de Janeiro, Leya, 2016.
12. Cf. Esther Solano Gallego, coord., *Odio como política*, São Paulo, Boitempo Editorial, 2018.
13. Cf. Ronaldo de Almeida, *Deus acima de todos,* in Coll., « Democracia Em Risco ? », São Paulo, Companhia Das Letras, 2019.
14. Jair Bolsonaro s'est fait baptiser dans les eaux du Jourdain en 2016 par un pasteur de l'Assemblée de Dieu. Damares Alves est pasteur de l'Église chrétienne quadrangulaire.
15. Cf. Olavo de Carvalho, *O minimo que vôce precisa saber para não ser um idiota*, Rio de Janeiro, Record, 2013.
16. Cf. Vladimir Saafatle, *So mais um esforzo*, São Paulo, Tres Estrelas, 2018 et André Singer, *Os sentidos do lulismo*, São Paulo, Companhia das Latras, 2012.
17. Selon Rubens R.R. Casava, *O EStado Posdemocratico*, Rio de janeiro, Civilização brasileira, 2017.
18. *Op. cit.*, cf. note 18.